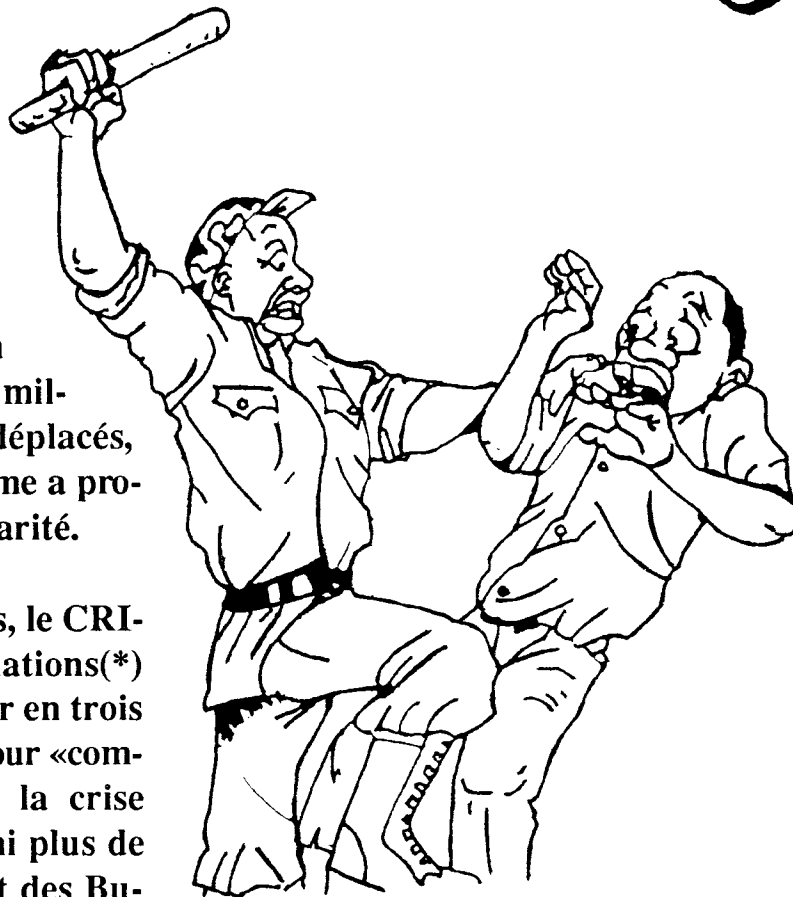


BURUNDI

HALTE AUX MASSACRES

Depuis la tentative de putsch criminelle d'octobre 1993, le Burundi vit l'un des moments les plus tragiques de son histoire. Les massacres qui ont suivi la mort du Président élu et certains de ses proches collaborateurs annoncent déjà un bilan catastrophique (des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés, 700 à 800 000 réfugiés). Ce drame a provoqué peu de réactions de solidarité.



Sollicité par des amis burundais, le CRIDEV et plusieurs autres associations(*) ont réussi la gageure d'organiser en trois semaines un colloque à Rennes pour «comprendre et faire comprendre» la crise actuelle. Ce colloque qui a réuni plus de 120 personnes, majoritairement des Burundais et Rwandais, a été un succès. En présence de Mr l'ambassadeur du Burundi, il a permis la rencontre de Burundais de toutes tendances politiques, ce qui est aujourd'hui encore bien difficile au Burundi.

D'où le souhait formulé par tous les participants, d'organiser un colloque identique à Bujumbura. Le collectif d'associations continue son travail de médiation en diffusant les actes du colloque et la liste de recommandations formulée par les participants. Nous proposons ici deux textes importants écrits par deux intervenants au colloque.

(*) Collectif d'associations : CRIDEV, CICODES, Terre Des Hommes, Peuples Solidaires, Commission Justice et Paix, Brigades de Paix Internationales.

BURUNDI : TEMOIGNAGE AU COEUR DE LA CRISE

Les coups de feu entendus dans la nuit du 20 au 21 octobre ont, pour beaucoup, constitué le premier signe d'une catastrophe nationale. C'est le choc, et dès les premières heures de la matinée, la recherche éperdue d'informations. La sécurité est au premier rang des préoccupations, sécurité de sa propre famille, sécurité des amis proches, sécurité des collègues de travail. Dès l'après-midi du jeudi, les premières visites dans les quartiers proches du centre sont possibles, les rumeurs les plus folles circulent, mais une grande partie du réseau téléphonique est coupée, la radio silencieuse, et les communications avec l'intérieur du pays très difficiles.

Dans la semaine du 25 octobre, le sentiment qui domine est une grande déception sur le plan politique, Y., un Burundais, se confie : «C'est un grand découragement. Il faut effectivement trouver une solution pour protéger définitivement la minorité tutsi, ou, en tous cas, définir les conditions de sa «survie». Et pourtant, il faut reconnaître les mariages inter-ethniques, les nombreuses alliances tissées depuis deux générations. A quoi bon chercher à comprendre l'incompréhensible. La haine est rivée au coeur de beaucoup, et ne partira plus.»

Le geste insensé des putschistes provoque unanimement colère et exigence de justice, de même que le souhait de voir la légalité restaurée le plus rapidement possible.

A Bujumbura, c'est une véritable avalanche de communiqués et de déclarations qui se succèdent tout au long des semaines, ce sont aussi des conférences de presse au ton parfois amusé et souvent détendu, ce qui choque, dans le contexte dramatique du pays. Ce sont encore et toujours les rumeurs, dont la matinée de panique du jeudi 25 octobre : sur une rumeur partie, selon certaines sources, de taxis, un mouvement de panique à 8 heures s'empare du centre ville dont les rues se vident en l'espace d'une demi-heure ; les magasins sont immédiatement fermés et ne rouvriront plus de

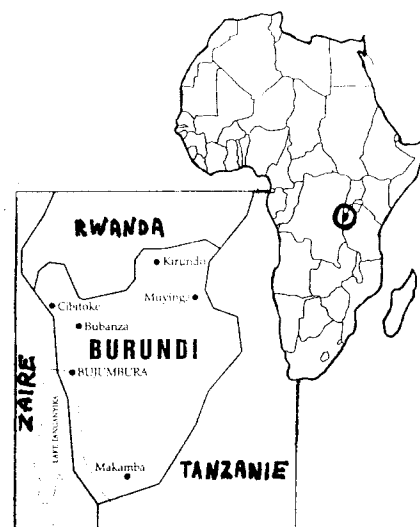
la journée ; force sera de constater qu'il ne s'est rien passé ...

Le manque d'informations, au niveau des médias officiels donne libre cours à toutes ces rumeurs. Le devoir d'informer, que croient pouvoir exercer certains journalistes, se retourne contre eux.

Panique à l'intérieur du pays

Le contraste entre la vie relativement normale à Bujumbura (il n'y a jamais eu de véritable rupture dans l'approvisionnement, que ce soit au niveau alimentaire ou du carburant, des services comme la poste, l'aéroport, le téléphone, la Regideso, l'immigration fonctionnent, bien sûr avec quelques difficultés) et l'intérieur du pays est saisissant.

Quand on parle de l'intérieur, il faut préciser que ce n'est pas tout le pays qui a été touché par les massacres. Les provinces du centre du pays, Gitega, Muramvya, Karuzi ainsi que Ruyigi ont été au coeur du drame, alors que les provinces de Bururi, Makamba, Cibitoke et Rutana n'ont pratiquement pas connu de troubles, tout au moins jusqu'à la fin du mois de novembre. Si on dessine une ligne fictive parallèle à la frontière, et située à 20 kms à l'intérieur du pays, on retrouve ces provinces «enclavées», les zones d'où la population, cherchant à



fuir les tueries, ne pouvait pas en une journée de marche, quitter le pays. Car il faut le souligner, ce n'est pas toute la population qui s'est lancée dans les massacres, mais bien quelques extrémistes, entraînant dans leur logique de mort des populations plus terrorisées que véritablement prêtes à se battre. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler le nombre impressionnant de réfugiés (800 000 selon les dernières données, soit 15% de la population totale du pays).

Des témoignages recueillis à l'intérieur du pays, il ressort clairement qu'il n'y a pas de globalisation possible : les responsabilités dans les massacres sont partagées, les scénarios les plus divers.

Une visite à l'hôpital de Musinga démontre à suffisance l'état d'insalubrité des salles où se trouvent les blessés de guerre. Les opérations effectuées depuis plusieurs semaines n'ont pas été suivies de soins intensifs. Dans les regards de ces blessés, la détresse physique se lit, mêlée avec une froide détermination (désir de vengeance ?). Une équipe de MSF viendra quelques jours après pratiquer de nouvelles interventions ; il s'agit notamment d'amputations de blessés qui seront, par peur, restés cachés plusieurs semaines dans les marais avant d'être amenés à l'hôpital. Une tournée des centres de santé de la

province de Cankuzo nous montre le courage exemplaire de certains personnels de santé restés à leur poste malgré la peur généralisée. L'assassinat des parents du Gouverneur de la province a provoqué une confusion extrême dans les esprits de la population du centre de Cankuzo, restée jusque là calme, mais pour combien de temps ? ...

Visite du centre de déplacés de Gisanze dans la province de Muyinga : campagne de vaccination systématique des enfants de moins de 5 ans contre la rougeole. Ils sont environ 1.500, réfugiés dans les locaux de la paroisse, dormant à 70 dans une seule salle de classe. Un déplacé, interrogé sur la possibilité de retourner sur sa colline, répond : "Mon frère est allé, il y a trois jours, chez nous, chercher quelques biens, il a été tué. Nous sommes découragés et ne retournerons jamais là-bas."

Oganisation des premiers secours

Dès le lundi 24 octobre, se mettaient en place deux coordinations : une coordination Santé, à l'initiative de plusieurs médecins, burundais et expatriés, et une coordination de l'aide alimentaire, sous la responsabilité du PAM. Ces coordinations devaient se trouver confirmées par un décret du Premier Ministre quelques jours plus tard.

Au niveau de la Santé, il était rapidement convenu, pour éviter un chevauchement dans les interventions, de répartir les provinces entre les différents intervenants. Dès le mardi 25, les premières équipes partaient sur le terrain, avec des programmes d'interventions chirurgicales et de distribution de médicaments.

Côté aide alimentaire, les premières interventions sont ciblées sur les sites de déplacés, environ 100 sites rassemblant 160 000 personnes. Les distributions ont été au départ assurées par Caritas et le PAM, en utilisant notamment les aides prévues pour le retour des rapatriés. Assez rapidement, de sérieux problèmes d'appro-

visionnement se sont posés, étant donné les mauvais résultats de la précédente saison culturale, et le peu de produits alimentaires disponibles dans la sous-région.

Sur le plan non-alimentaire, par des achats locaux, les principaux bailleurs ont pu commencer de premières distributions de couvertures, bâches, savons, ustensiles de cuisine et produits désinfectants dans les sites de déplacés.

Solidarité ... et difficultés

Les interventions ont été rapides (mais pas immédiates, le camp de Banga a dû attendre une semaine avant de recevoir les premiers secours), et n'ont pratiquement subi aucune entrave du côté des autorités burundaises.

On a noté, dès le début de la crise, un élan de solidarité remarquable : de nombreux volontaires, nationaux et expatriés se sont présentés, des aides en nature ont pu également être collectées et distribuées rapidement.

La coordination des interventions n'a pas pu se mettre en place efficacement ; il fallait agir vite, et là où les besoins se faisaient le plus sentir, notamment mobiliser des équipes médicales pour les hôpitaux ou les sites où étaient amenés les blessés. Il faut également souligner l'absence pendant les premières semaines des autorités gouvernementales, à qui revenait ce rôle de coordination.

A noter également une difficulté dans le contrôle des premières distributions : les responsables de ces distributions n'étaient, pour certains, pas préparés à un tel travail, et des «dérangements» ont certainement eu lieu ici et là, sans toutefois prendre une grande ampleur.

Le problème de l'insécurité dans l'aide s'est également rapidement posé :

plusieurs intervenants ont été interrogés sur le fait que leur aide ne «profitait» qu'aux déplacés, en grande majorité des tutsis protégés par l'armée. L'aide aux «sinistrés cachés» (populations hutus se cachant dans les marais ou sur les collines, par peur de l'armée) était effectivement bien difficile à assurer, d'autant que les conditions de sécurité aux premiers jours ne permettaient pas aux équipes de secours de s'aventurer en dehors des sites de déplacés.

Lié à ce problème de l'équité, la situation catastrophique des réfugiés en dehors du pays : environ 800 000, dont 450 000 au Rwanda.

S'est enfin souvent posée la question de la «perennité» des camps de déplacés : comment faire pour encourager les déplacés à retourner chez eux, sans pour autant leur faire prendre de risques au niveau de leur sécurité. Il est apparu que cette situation durerait probablement plusieurs mois, et que les camps devaient être aménagés, notamment sur le plan sanitaire (eau, latrines, stockage de l'aide, petite infirmerie) ; cela permettra, par la suite, de préparer le retour des réfugiés qui devront pour beaucoup transiter par ces camps avant de rentrer chez eux.

Aide d'urgence des Nations Unies à court terme

Un appel consolidé à l'aide d'urgence a été lancé par le Système des Nations-Unies, pour une période de trois mois (jusqu'au 15 février). Préparé par le Département des Affaires Humanitaires, appuyé par les différentes agences de Coopération des Nations-Unies oeuvrant au Burundi, cet appel porte sur près de 13 millions de dollars et comprend sept volets (cf tableau ci-dessous).

Volet	Bénéficiaires	Montant demandé US\$
Alimentaire	150.000 personnes	2.839.000
Logistique	-	323.000
Santé	300.000 personnes	1.354.000
Nutrition	200.000 enfants, 50.000 femmes enceintes	1.810.000
Eau et Assainissement	150.000 personnes	120.000
Produits domestiques	250.000 personnes	3.431.000
Agriculture	170.000 familles	2.599.000
Coordination	-	445.000
		10.000.000

Témoignages

"Chez X. : information sur la province de Karuzi où le Gouverneur a mené une attaque contre la population tutsi. Il est allé voir les batwa pour leur demander de se joindre à lui et, selon plusieurs sources différentes, il aurait été lynché à mort par les batwa."

"Famille Y. à Mutanga, affolée ; ils ont mis leurs enfants en sécurité chez des amis français, et se sont barricadés avec des amis. Ils ont entendu la rumeur de descente de hutus des quartiers Kamenge sur Mutanga pour massacrer des tutsis."

"Une femme belge témoigne : l'épouse hutu d'un cadre de l'entreprise de son mari en mission au Kenya, s'est réfugiée chez des amis de peur d'attaque de la part de l'armée."

"Z. confirme deux rumeurs : attaques de militaires pour exterminer les cadres hutus, attaque de frodebistes extrémistes de Kamenge ou de paysans des collines au-dessus de Bujumbura pour exterminer les tutsis. Il n'y croit pas et admet l'argument que l'armée qui tient le couvre-feu n'est plus celle des putschistes, dont on sait depuis cet après-midi qu'ils sont dans leurs casernes. Il faut pourtant admettre que tout est possible (risque du couvre-feu)."

"Chez X. : il faut continuer à croire en l'unité. Le pays est tombé au plus bas et ne pourra pas tomber encore plus. De tels événements ne peuvent plus se reproduire. L'annonce de la mort du Président a fait croire, sur les collines, que 1961 allait se reproduire : *ils ont tué notre Président, ils vont venir nous tuer tous ; alors sans attendre, réglons tout de suite nos problèmes avec nos voisins et ennemis, avant de mourir nous-mêmes.*"

Il s'agit de fournir une aide alimentaire complète pour 150 000 personnes, des médicaments pour lutter contre les principales maladies et la dysenterie bacillaire pour 300 000 personnes, de vaccins pour les enfants (notamment rougeole) ; des apports nutritionnels complémentaires seront fournis à 200 000 enfants et 50 000 femmes enceintes et allaitantes. Des produits de purification de l'eau seront mis à disposition dans les camps de déplacés, et des produits dits domestiques fournis à 250 000 personnes : bâches, couvertures, savons, produits désinfectants, casseroles, bidons et seaux, gamelles et gobelets et enfin vêtements, notamment pour les en-

fants. Des semences pour la prochaine saison culturale ainsi que des outils seront enfin fournis à 170 000 familles d'agriculteurs.

Perspectives à moyen terme

Peut-on déjà parler de la reconstruction ? Il faudrait pour cela que la confiance soit retrouvée, et la paix complètement revenue sur les collines. C'est loin d'être le cas. Pourtant, il faut se garder d'être par trop pessimiste, et voir comment se dessine le futur de ce pays.

L'économie du Burundi, déjà bien fragile, a d'ores et déjà subi un coup d'arrêt : la première saison culturale

n'a pas commencé (en partie à cause du retard des pluies, dont les premières sont tombées à Bujumbura le 21 octobre). Les dégâts sur les cultures (café, thé) dus aux événements semblent limités, mais difficile à bien connaître pour le moment. Il est à prévoir également une chute des recettes de l'Etat et des collectivités locales dans les prochains mois.

Les efforts de développement à base communautaire, bien perceptibles depuis quelques années dans certains projets agricoles, projets de santé, régies communales de l'eau, sont complètement anéantis. La confiance a disparu et beaucoup de ces projets devront être entièrement reconsidérés.

Le plus grand défi porte sur l'Education : les écoles sont fermées et le resteront certainement jusqu'à la fin de l'année 1993 ; les internats des écoles secondaires et de l'enseignement supérieur pourront-ils être réouverts ? A quelles conditions de sécurité pour tous ? Que faire de ces programmes d'alphabétisation dont les résultats paraissent encourageants ? Et enfin quel message de paix donner à tous ces enfants qui auront pour beaucoup été les témoins directs des atrocités commises ?

On ne peut recommencer comme si de rien n'était. Ce pays a vécu et vit encore dans la guerre. Ses enfants sont des enfants de la guerre, ils doivent être considérés comme tels. Nous avons un devoir d'ingérence, ingérence humanitaire, qui doit céder la place dès que possible à un appui, un soutien inconditionnel à tout un peuple dans son désir de reconstruction. Le peuple burundais, ses enfants tout particulièrement, doit réapprendre à vivre, ensemble (est-ce possible ?), non pas en se réfugiant dans l'oubli, mais en portant pleinement le poids terrible d'une déchirure qui n'est pas près d'être réparée.

Pierre Poupard
Administrateur UNICEF-Burundi